Kibare

Bulletin du Groupe de travail sur l'Education non formelle de l'ADEA
Newletter of the ADEA Working Group on Non Formal Education

11 BP 692 Ouagadougou CMS - Burkina Faso - Tél.: +226 50 36 58 45 - E-mail : GTENF@fasonet.bf / Site web : www.gtenf.org

N° 003 Juin 2013

1. A propos du GTENF

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des neuf groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA). Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est que « l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, soit une réalité en Afrique, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux ».

Au départ, le Groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes. Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales:

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».

Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

1. A propos du GTENF .....
2. Activités du GTENF… .....
3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires .....
4. Publications .....
5. Dernières nouvelles .....

Le déploiement, au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel ;

- L'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel ;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel ;
- La consolidation des partenariats entre le public, le privé et la société civile en général;
- La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Ces directions reflètent les axes stratégiques de l'ADEA qui s'articulent autour (1) du dialogue politique, (2) du renforcement de la coopération entre pays africains, (3) du travail analytique, (4) de la gestion du savoir et (5) du renforcement des capacités organisationnelles.

Le GTENF est coordonné par un bureau basé à Ouagadougou, Burkina Faso, au niveau de l'institution hôte, l'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF). Il est conseillé par un Comité consultatif. Ses activités sont relayées au niveau des pays, par des groupes de travail nationaux, qui s'engagent pour la promotion et la reconnaissance de l'éducation non formelle au niveau national.

Une meilleure connaissance et utilisation des cultures, des savoirs et des savoir- faire endogènes contribue à l'intégration de l'école dans la communauté

Des décisions résolues sont prises lors de la 38ème Session du CD/ADEA

La 38ème session du Comité Directeur de l'ADEA qui s'est tenue du 14 au 15 mai 2013 à Sèvres en France marque une étape importante de l'évolution de l'association. C'est en effet lors de cette session que le document de vision et de mission issu de la Triennale de Ouagadougou est finalisé, les dispositions pratiques du lancement de l'Audit organisationnel pour l'ensemble de l'ADEA sont revues, une lettre d'entente entre l'Etat de Kano, Nigéria, et l'ADEA est signée et un Plan Stratégique à Moyen Terme (PSMT) est présenté et discuté. Ce plan qui a été produit grâce à un financement de l'USAID et l'expertise de BORSCZ Consulting propose un cadre très élaboré pour les activités de l'ADEA pour les cinq (5) années à venir.

Partant des constats faits à Ouagadougou, et se basant sur la nouvelle Vision et Mission, ce plan propose cinq nouveaux objectifs stratégiques et une méthode plus efficace pour mesurer les performances de l'ADEA. Par ailleurs, le Plan à moyen terme propose une nouvelle stratégie de communication, de marketing des produits de l'ADEA et de partenariat.

Le plan à Moyen terme dérive du Cadre d'action africain provenant de la Triennale de Ouagadougou et qui a été présenté à la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement tenue à Addis Abeba en Janvier 2013 par le Président du Burkina, au nom de ses pairs présents à Ouagadougou.

Ce Cadre part d'un diagnostic solide des opportunités et des défis auxquels

l'Afrique est confrontée, en fait une analyse critique et, sur cette base, formule

Une dizaine de recommandations clefs qui doivent servir de fondement pour l'identification d'axes stratégiques (OS) à suivre pour le moyen et long terme.

Le GTENF s'est inscrit sur 4 de ces axes et les a traduits en en 8 activités propres à promouvoir l'éducation non formelle.

_____ o _____

Le GTENF engage la mise en œuvre de son programme adopté lors de la 38ème Session

Le GTENF a déclenché le processus de mise en œuvre des activités qui ont été retenues lors de la 38 Session du Comité directeur de l'ADEA. Il s'agit en particulier des activités suivantes dont il a la responsabilité d'exécution :

1. Le développement d'un Socle commun de compétences de manière à ce que celui-ci **intègre l'Education Non Formelle**;
2. Le travail analytique sur les approches novatrices, **les savoirs et les savoirs faire endogènes** pour une meilleure adéquation école – communauté;
3. Le développement des programmes en faveur des groupes défavorisés tels que les **«jeunes vulnérables», les «groupes désavantagés» et la réflexion sur la mise à échelle des « approches alternatives** »porteuses;

Les enfants défavorisés en éducation constituent une priorité pour le programme 2013 du GTENF

4. L'élaboration d'un **tableau de bord d'indicateurs sur le droit à l'éducation** décontextualisé et qui prend en compte la vision holistique et le concept de l'apprentissage tout au long de la vie;
5. **Les revues par les pairs,** en collaboration avec le GTGEAP, notamment les revues qui concernent l'évaluation des programmes alphabétisation et du non formel des systèmes éducatifs africains; il s'agit en particulier de la mise en route de la revue par les pairs au Congo, au Burkina Faso et dans un troisième pays à déterminer;
6. La participation active à la conférence pour la validation des priorités établies dans le cadre du Plan triennal du **Pôle de qualité inter-pays sur l'alphabétisation et les langues nationales;**
7. Le soutien **aux travaux sur les langues, les passerelles, la certification, le financement et le développement de matériels didactiques** en appuyant les activités du Pôle de Qualité Inter-pays sur l'alphabétisation et les langues nationales;

8. Le renforcement de la **Communication** au sein du GTENF afin que celui-ci joue pleinement son rôle.

Ces activités seront mises en œuvre par le GTENF, en collaboration avec ses partenaires y compris les autres GT. Par ailleurs, le Groupe sera impliqué dans le pilotage des indicateurs sur le non formel qui a été engagé en 2012, en collaboration avec le GTGEAP et l'APENF/Burkina Faso. L'appui aux initiatives émergentes des Groupes de Travail des pays (GT/pays) va également se poursuivre. Ces appuis sont surtout d'ordre méthodologique.

Les produits issus de toutes ces activités feront l'objet de diffusion et de dissémination au niveau des ministères africains et du réseau.

2. Activités du GTENF

Pôle de Qualité Inter-pays sur l'Alphabétisation et les Langues nationales: le rendez-vous de Ouagadougou autour des enjeux

Une conférence régionale des ministres du Pôle de Qualité Inter-Pays sur l'Alphabétisation et les Langues nationales[1] s'est tenue à Ouagadougou du 2 au 4 mai 2013 dans le but de valider le Programme triennal d'actions proposé par un atelier du même pôle et qui avait eu lieu en décembre 2010.

Cette conférence a été précédée d'un séminaire visant à capitaliser les approches alternatives éducatives réussies dans le non formel en vue de leur possible mise à échelle au sein du Pôle et ailleurs en Afrique. La conférence a regroupé des représentants des systèmes d'éducation et de formation des pays membres du Pôle, des experts reconnus au plan international pour leurs travaux en alphabétisation et éducation non formelle et des représentants d'institutions panafricaines et internationales telles que : l'Académie Africaine des Langues Nationales (ACALAN), le Conseil Régional pour l'Éducation des adultes et l'Alphabétisation (CREAA), l'Union Africaine (UA), l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), l'UNICEF, l'USAID, la Coopération Canadienne, la Coopération Suisse et Plan Burkina. Les organisations de la société civile du Burkina Faso, du Togo, du Niger, du Mali, de la Gambie et du Sénégal y étaient également représentées.

Mme la Ministre de l'éducation du Burkina (MENA) Mr le Ministre Délégué à l'alphabétisation et Mr le Secrétaire Exécutif de l'ADEA saluant les invités.

[1] Le Pôle de Qualité inter-pays sur l'Alphabétisation et les Langues nationales (PQIP/ALN) est un mécanisme mis en place par 14 pays africains avec l'appui de l'ADEA pour servir de catalyseur à l'éducation non formelle, échanger les bonnes pratiques éducatives porteuses et mettre en synergie les efforts de ces pays pour développer les compétences de base nécessaires à l'autonomisation des individus et des communautés. Le leadership de ce groupe est actuellement assuré par Madame la Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso.

Le Secrétaire Exécutif de l'ADEA, M. Ahlin Byll-Cataria a effectué le déplacement à Ouagadougou afin de marquer tout l'intérêt qu'il accorde à ce Pôle.

Le Plan triennal du Pôle, ainsi que 15 expériences éducatives ont été passés en revue. Au compte des résultats de ce processus, il y a eu la production et la validation technique du Plan triennal d'action et l'examen approfondi des approches alternatives porteuses en éducation non formelle et en alphabétisation.

Dans ses recommandations, la conférence a particulièrement insisté sur la nécessité :

- de développer davantage la dimension langues nationales dans l'argumentaire du plan triennal du PQIP-ALN ;
- d'impulser la recherche fondamentale et appliquée sur les langues nationales au niveau des différents pays ;
- d'approfondir la réflexion sur la désignation du point focal du PQIP-ALN au niveau des pays ;
- d'inscrire le programme triennal dans la vision du mouvement post 2015 ; et
- d'approfondir la réflexion sur l'opérationnalisation du pool sous régional.de formateurs.

Une vue de la salle de conférence

Le niveau très élevé des experts présents à cette conférence (secrétaires généraux de ministères, directeurs/directrices nationaux d'alphabétisation, responsables d'ONG) témoigne de l'importance que les pays accordent à ce pôle, mais aussi de l'important potentiel intellectuel dont le pôle peut tirer profit. C'est ce que qu'a souligné le Professeur Koumba Barry Boly Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina, dans son intervention lors de la séance de synthèse de la conférence. Madame Barry Boly a observé que beaucoup d'expériences novatrices ne dépassent pas l'espace d'un village, d'une commune ou d'une province, ce qui

fait qu'elles sont faiblement disséminées. « Ceci nous ramène à l'importance que le Chef de l'État accorde à la capitalisation de ces expériences et à leur mise à l'échelle » a dit Madame Barry Boly. Vu la diversité et la richesse des approches porteuses en éducation non formelle et alphabétisation, elle a insisté sur la nécessité de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour appuyer et accompagner les expériences novatrices, afin que d'ici 2015 leur mise à l'échelle devienne une réalité.

Elle a enfin rappelé l'enjeu de l'utilisation des langues africaines, d'où la nécessité de voir quels sont les pays que ACALAN accompagne pour valoriser l'utilisation de celles-ci et élaborer des politiques capables de permettre leur intégration dans les systèmes éducatifs. « Dans ce contexte, le travail des experts est très important pour faire vivre ce pôle sur l'alphabétisation et les langues nationales » a conclu Ministre BARRY BOLY.

A la fin de ses travaux, la Conférence a retenu 11 activités prioritaires pour la période 2013-2015, pour un coût estimatif de 930 992 200 FCFA. A l'issue des débats, les trois activités suivantes se sont dégagées comme prioritaires :

1. *La thématique sur les passerelles et les certifications;*
2. *les programmes transnationaux sur l'éducation des nomades;*
3. *L'utilisation des caractères arabes harmonisés pour booster l'accès et l'équité.*

_____ o _____

La revue par les pairs au Congo

L'éducation congolaise faisait partie du peloton de tête en Afrique au Sud du Sahara, avec des taux nets de scolarisation supérieurs à 90%. A partir des années 1990, elle connait de sérieuses perturbations dues à une guerre civile qui bouleverse considérablement le tissu économique et social, par conséquent les infrastructures humaines et matérielles nécessaires au développement harmonieux et équilibré du secteur.

Une école primaire de la capitale du Congo Brazza

C'est pourquoi, dès le retour à la paix, le pays engage une série de mesures pour reconstruire le système, le dynamiser et répondre effectivement aux engagements internationaux de l'EPT et des ODM. Au compte de ces mesures, il y a la suppression des frais

de scolarité au primaire, l'établissement d'une politique de gratuité des manuels scolaires, le recrutement de milliers d'enseignants pour le primaire, la construction de nouvelles salles de classes, la dotation en tables bancs des écoles dans le besoin et la relance des activités d'alphabétisation des adultes en faveur des groupes défavorisés.

Après une décennie de mise en œuvre, le Gouvernement, à travers son Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation, sollicite auprès de l'ADEA, l'organisation d'une revue par les pairs pour mesurer le chemin parcouru et envisager, éventuellement, des mesures correctives.

Dans une première phase, le pays organisera un diagnostic interne pour identifier les réalisations et les défis persistants. Ensuite, il reviendra à une équipe de pairs internationaux, provenant de plusieurs pays africains et de la communauté éducative internationale y compris la Corée du Sud, de partir de cette évaluation interne, pour approfondir le diagnostic et proposer des recommandations susceptibles de combler les lacunes là où elles existent. Ces recommandations seront partagées avec l'ensemble des parties prenantes de l'éducation congolaise et celles qui auront retenu l'attention seront mises en œuvre. Après cette phase qui va durer dix-huit (18) mois, il y aura une évaluation d'impact pour vérifier dans quelle mesure la revue par les pairs aurait été utile au Congo.

Les cadres de l'éducation en train de préparer la revue par les pairs au Congo

C'est pour préparer le bon déroulement de ce processus qu'une équipe de l'ADEA s'est rendue sur le terrain en juin 2013 pour rencontrer la partie congolaise et réfléchir, ensemble, sur les modalités de mise en œuvre de la revue à travers: un examen des thèmes sur lesquels se focaliser, une identification des interlocuteurs majeurs au niveau national, la réactualisation du document de Cadre de Coopération passé entre les parties en 2011 et l'élaboration d'une feuille de route pour l'étape suivante.

Vue partielle d'une salle de classe typique à Brazzaville

La mission s'est très bien déroulée grâce à l'inestimable soutien des autorités congolaises, en particulier celles des deux Ministres de

l'Éducation, de l'ensemble des cadres des services centraux des ministères concernés, des partenaires de l'éducation congolaise et de l'ancienne Ministre de l'Éducation qui avait eu le privilège de lancer pour le première fois une telle revue.

Il y a bon espoir que la phase de diagnostic interne soit terminée avant décembre et que les pairs experts internationaux soient sur le terrain dès février 2014.

La revue par les pairs au Congo fait partie d'un processus de mise à échelle, après la phase pilote qui s'est bien déroulée à Maurice, au Gabon et au Nigéria. En plus du Congo, sont concernés dans une première étape, le Burkina Faso, la Namibie et probablement l'Angola. L'UNDP et la Corée du Sud ont apporté un appui financier considérable pour la réalisation de ces revues.

Les délégués de l'ADEA à côté du Ministre et de ses principaux cadres lors de la mission exploratoire

_____ o _____

Un réseau africain créé par l'ACDI, l'UIL et l'ADEA pour soutenir les jeunes vulnérables

Un réseau virtuel a été créé par L'ACDI, l'UIL et l'ADEA pour fournir un appui aux politiques des pays africains en faveur des jeunes vulnérables. L'idée d'un tel réseau a été émise lors du forum co-organisé à Bamako en septembre 2011 par l'UIL et l'ACDI et qui regroupait des représentants des structures gouvernementales, des organisations multilatérales, de la société civile et des associations de jeunes.

Lors de ce forum, les participants/tes avaient examiné plusieurs politiques et programmes qui ciblaient l'alphabétisation et le développement des compétences de base des jeunes vulnérables. Des plans d'action nationaux avaient été alors élaborés par ces pays pour une meilleure prise en compte des besoins de ces jeunes. Par ailleurs, il avait été suggéré de créer et animer un réseau d'échanges entre les programmes ayant pour vocation de développer l'éducation et à la formation en faveur de cette frange de la jeunesse africaine.

Les jeunes vulnérables sont souvent astreints à des durs travaux domestiques faisant fi de leurs droits fondamentaux

Le concept est présenté et discuté pendant la réunion qui s'est tenue à Praia en novembre 2012, en marge de l'atelier de la CONFINTEA VI. Les participants y ont réitéré leur intérêt pour un tel réseau et de nouveaux pays, en dehors du groupe initial, ont signalé leur désir de participer à l'initiative.

L'ADEA, appuyé par l'ACDI et l'UIL, accepte de prendre la responsabilité de mettre ce concept en œuvre. Il en confie l'exécution à son Groupe de Travail sur l'Éducation non formelle qui crée, en son sein, une cellule d'animation et de coordination spécialement dévolue au programme. Cette cellule qui est basée à Ouagadougou, est composée de professionnels spécialisés en réseautage et en éducation pour les groupes désavantagés. Le coordonnateur du GTENF en assure la supervision, en collaboration avec des collègues chargées de programmes au niveau de l'ACDI, de l'UIL et du Groupe de Travail.

L'objectif du réseau est de renforcer les capacités des gouvernements africains, de la société civile et des organisations des jeunes à faciliter l'autonomisation des adolescents/tes et des jeunes vulnérables ainsi que leur intégration sociale et économique par la réflexion sur la mise en œuvre des plans d'actions pays et le partage des expériences réussies en alphabétisation, en compétences de vie courante et en habiletés techniques spécifiques relatives aux jeunes vulnérables.

Une phase pilote est envisagée avec un groupe de pays comprenant le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Niger et le Sénégal. Cette étape doit permettre de bien cerner les conditions concrètes du développement du réseau, de soutenir la réalisation des plans d'action des pays et de continuer à recenser les bonnes pratiques en vue de leur passage à échelle.

Plus de 267 bonnes pratiques ont déjà été recensées et mises en ligne par l'UIL. Elles sont regroupées en fonction des tranches d'âge, de la nature de la vulnérabilité des jeunes, du groupe social auquel ils appartiennent. La cellule de veille du GTENF continuera ce recensement. Elle capitalisera ce vivier déjà existant, assurera un minimum de coordination des efforts et s'assurera que les informations sont effectivement partagées afin d'améliorer les politiques et les pratiques concernant les jeunes. Un site adossé à celui du GTENF est créé avec son propre logo. L'idée est de voir avec l'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie, comment mettre également ses bonnes pratiques en ligne à partir du site du réseau sur les jeunes vulnérables. Le point focal procèdera à une analyse de ces cas et des synthèses élaborées pour

ceux jugés « vulgarisables » au niveau de l'ensemble des pays pilotes.

La vulnérabilité est particulièrement répandue au niveau des jeunes déscolarisés ou non scolarisés

Le réseautage lui-même, qui habituellement prend plus de temps à s'amorcer, est déclenché. Le GTENF procédera, si nécessaire, par appels téléphoniques pour enclencher ce processus dans tous les pays pilotes. En outre, les membres de la cellule de veille envisagent, si les réactions des éventuels participants à l'étude tardent, d'effectuer des visites de terrain dans les pays où ceci s'avérerait nécessaire.

La question des jeunes vulnérables est d'une grande actualité à cause de la crise économique et des difficultés que rencontrent les jeunes, même qualifiés, à trouver un travail décent et adéquat par rapport à leurs formations. C'est pourquoi il est très attendu de ce réseau qui bénéficie d'un appui aussi bien politique des pays africains représentés au forum de Bamako, que financier grâce à l'aide fournie par l'ACDI pour une période de 2 ans, sans compter les appuis technique et programmatique de l'UIL et de l'ADEA.

Par ailleurs, des partenariats sont à rechercher auprès de certaines institutions qui s'intéressent à la problématique et auprès d'autres pays qui désireraient faire partie du réseau.

_____ o _____

Le CERFI et ses partenaires se penchent sur l'intégration des foyers coraniques au processus d'alphabétisation du Burkina

C'est dans le souci de réaliser une base de données fonctionnelle, fiable et qui soit utile à tous les décideurs des systèmes éducatifs que le Cercle d'Études, de Recherche et de Formation Islamique (CERFI) a organisé en mars, à Ouagadougou, une rencontre des principaux acteurs concernés par l'enseignement et la formation dans les foyers coraniques.

Le phénomène des enfants talibés touche la plupart des villes africaines

Avec un taux d'alphabétisation des adultes inférieur à 30%, le Burkina

Faso ne peut se permettre d'ignorer l'enseignement délivré en milieu rural à travers des foyers coraniques, qui est l'une des formes d'alphabétisation les plus répandues dans les communautés de base de la bande sahélo -saharienne. Par leurs caractères endogènes, adaptés au contexte rural et disséminés à travers la sous-région, ces foyers constituent une expérience d'apprentissage de la lecture de l'écriture et du calcul à examiner de près pour voir comment ils peuvent contribuer à l'EPT. C'est pourquoi le CERFI et ses partenaires se sont proposés de convoquer un atelier pour discuter d'un projet de réalisation de base de données couvrant le sous-secteur.

Les Associations des femmes sont très impliquées dans les programmes éducatifs en faveur des jeunes marginalisés

Cet atelier serait aussi une occasion pour partager les expériences réussies au niveau des partenaires et pour examiner les voies et moyens devant permettre de juguler les effets pervers de la globalisation et de l'urbanisation sur ce mode d'enseignement particulièrement fragilisé. L'atelier devait discuter en particulier le cas des élèves « talibés » réduits à la mendicité, parfois à la délinquance, à cause, entre autres, de l'urbanisation et de la modernisation accélérées de la bande sahélo-saharienne.

Parmi les participants à cet atelier, il y avait l'Alliance des Femmes islamiques du Burkina, l'Association Kéoogo, le Comité technique de Pilotage du Projet Talibé, plusieurs associations pour la réinsertion des enfants de rues, les principales structures islamiques ayant pignon sur rue à Ouagadougou, Solidar Suisse ainsi que des partenaires techniques et financiers travaillant dans le domaine, les cadres nationaux du MENA couvrant le sous-secteur, le FONAENF et d'autres services décentralisés.

Le GTENF a participé à cette rencontre dans le cadre de ses programmes visant les jeunes vulnérables et de ses travaux sur les savoirs et savoir-faire endogènes.

Les participants ont mis en commun leurs expériences afin de développer une synergie d'actions notamment en ce qui concerne la collecte et le traitement des données relatives aux foyers coraniques. Parmi les questions abordées, il y avait celles relatives au défi que constituent la mobilité des enfants talibés et de leurs maîtres, l'articulation entre l'enseignement laïque et l'enseignement coranique, la précarité notoire des infrastructures, la faible implication du pouvoir public dans ce sous-secteur pourtant fragilisé, et le danger que constitue l'exploitation des enfants dans les zones aurifères. Les participants à l'atelier ont constaté que ces facteurs et

bien d'autres contribuaient à rendre difficile l'obtention de données fiables sur les foyers coraniques et l'exploitation de ces données.
A l'issue de débats très nourris, il a été réaffirmé la nécessité d'intégrer effectivement les foyers coraniques dans les systèmes d'éducation et de formation. En même temps, il a été reconnu le réel défi d'appréhender effectivement toutes les données qui auraient permis une gestion avisée de cette forme d'éducation pourtant très répandue dans les zones rurales et périurbaines de l'Afrique au Sud du Sahara.
Les participants à l'atelier de Ouagadougou, après avoir reconnu ces réalités, se sont engagés à soutenir les efforts du CERFI à travers un réseautage suivi, une consolidation des rencontres d'échanges, une meilleure implication des pouvoirs publics et un soutien du FONAENF.

Des professeurs de la filière formation des adultes du Burkina Faso en Sortie pédagogique au Niger

La Filière DEDA a organisé du 14 au 23 avril 2013 en République du Niger, une sortie pédagogique qui a été initiée à l'intention des enseignants- chercheurs intervenant dans le programme de maîtrise/ PdT. Cette sortie avait pour but de permettre aux professeurs et partenaires participants à la mise en œuvre de la PdT de (1) s'imprégner/ observer la mise en pratique de la PdT sur le terrain, d'en dégager les forces et les faiblesses et de faire des propositions d'amélioration du fonctionnement des binômes d'enseignants Nord-Sud, dans le cadre du transfert des enseignements.

Les participants du Bénin, du Burkina et du Niger prêts pour la visite de terrain

Cette visite de 17 participants/tes, a permis de faire des échanges avec les acteurs de la chaîne éducative PdT, y compris les communautés à la base. L'occasion a aussi été mise à profit pour faire des exposés sur différents aspects de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation en Afrique Occidentale. L'Organisation Nigérienne des Éducateurs Novateurs (l'ONEN) et Monde des Enfants (MdE), qui sont deux ONG actives au Niger ont servi de structures d'accueil de la mission au menu de laquelle il y avait des observations de séances enseignements/apprentissages dans les centres, des entretiens avec les communautés impliquées dans la mise en œuvre des centres PdT, d'exposés/ échanges sur le bilinguisme équilibré

et sur les procédures d'ouvertures des centres de MdE, et d'échanges sur le transfert de certains enseignements du programme de la PdT des professeurs du Nord à ceux du Sud.

Les observations des séances d'animation dans les centres, suivies d'interactions (réunions, exposés, etc..) avec les acteurs aux différents niveaux de la chaîne, ont permis aux membres de la mission de repérer les forces des deux opérateurs dans la mise en pratique de l'approche. Elles ont permis également d'identifier les aspects qui méritent d'être repensés. Dans l'optique de contribuer à l'amélioration des pratiques, la mission a fait des propositions d'amélioration à l'endroit desdits opérateurs, parmi lesquelles figurent la prise en compte des principes d'inter-culturalité et de bilinguisme équilibré.

En somme, la sortie au Niger a permis aux participants de « dialoguer avec les acteurs du terrain » et d'établir un meilleur lien entre la théorie et la pratique. Cette sortie a été d'un apport important dans le processus pour atteindre l'extrant planifié 1.2 du PRIQUE/ PdT.

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Mesure des acquis des apprentissages en alphabétisation en cours au Burkina Faso

Le programme de recherche-action sur la mesure des acquis des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation (RAAMA) a été initié en 2008 par

l'UNESCO/UIL dans cinq (5) pays partenaires. Ce sont le Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Maroc en vue

de combler le déficit de données fiables indispensables à la décision politique et programmatique et permettre, ainsi, de mesurer les réels acquis des apprenants des programmes d'alphabétisation.

Le programme RAMAA devait contribuer à développer une expertise nationale et assurer une certaine pérennité de son dispositif de suivi - évaluation.

Aperçu de la salle de conférence lors de l'atelier de validation de Niamey

Le Burkina Faso s'est engagé dans ce programme en 2010 et vient de terminer sa phase pilote d'enquête. Un rapport est disponible et a été soumis aux experts de l'UIL en vue des réajustements nécessaires pour l'enquête nationale. Le même processus a été engagé dans les autres pays concernés par ce programme.
A l'issue de ce processus, les experts et les représentants des pays se sont retrouvés à Niamey pour faire un premier bilan des enquêtes pilotes en vue de mesurer le chemin parcouru et éventuellement prendre des dispositions de remédiation pour un meilleur aboutissement du programme.

L'enseignement des/et en langues nationales constitue un réel enjeu pour le développement communautaire

Ainsi, pour le Burkina Faso, les plans de sondage avec la méthode probabiliste ont fait l'objet d'un consensus alors que les items sur les compétences instrumentales devraient être complétés. Les listes des enquêtés

seront aussi complétées afin de prendre en compte les sortants de la campagne d'alphabétisation 2012-2013. A cause de ces réajustements, l'enquête du Burkina Faso, initialement prévue en mai 2013, démarrera en définitive en octobre 2013.

Ces dispositions et d'autres présagent d'une bonne continuation de ce programme dont l'impact sera considérable pour le développement de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle en Afrique.

_____o _____

Les équipes nationales de RAMAA et les organisations internationales partenaires se retrouvent à Niamey pour un bilan d'étape

Des décideurs politiques et des experts du Burkina Faso, du Mali, du Maroc, du Niger et du Sénégal se sont retrouvés à Niamey du 22 au 25 avril 2013 pour préparer l'enquête principale de RAMAA. En plus des membres des équipes nationales des pays concernés par le programme il y avaient les conseillers scientifiques du programme, les représentants des organisations internationales partenaires (DDC Suisse, ADEA, CONFEMEN, ISU, BAD, UNICEF), UNESCO/BREDA), et les membres de l'équipe technique de RAMAA. On a noté en particulier la présence du Directeur Général de l'UIL qui a voulu marquer, par ce premier voyage en Afrique, toute l'importance qu'il accordait au programme et à notre continent, en général.

L'atelier de Niamey devait faire le point des enseignements tirés des activités réalisées dans chacun des pays pilotes. Par ailleurs, on devait y discuter de la mobilisation des partenaires au niveau national et international, échanger sur les aspects politiques du programme, recenser les défis rencontrés sur le terrain, examiner les options envisageables pour relever ceux-ci et approfondir la réflexion sur le cadre conceptuel et les lignes méthodologiques du programme.

A l'issue de l'exercice, l'atelier devait déboucher sur une relecture du plan global de recherche et proposer des options pour la mise à jour des plans d'action nationaux et pour l'identification de stratégies de pérennisation et de valorisation du programme.

L'atelier de Niamey a été un moment de partage entre les personnes de terrain et ceux de la coordination

L'atelier a été un réel moment de partage, de coordination et de planification participative. D'une manière générale un consensus s'est dégagé sur la nécessité de redimensionner le programme en cherchant l'équilibre entre ambitions et moyens, tout en n'altérant pas la qualité.

Il est aussi apparu nécessaire de définir un calendrier précis et un budget pour valoriser l'enquête du Maroc. C'est ainsi que les périodes de collecte de données ont été fixées entre septembre et octobre 2013 pour des budgets n'excédant pas soixante-dix millions par pays.

Sur le plan technique, les participants ont convenu de l'opportunité d'ajuster les outils (items, questionnaires, manuel), finaliser le plan de sondage, préparer sa mise en œuvre et valoriser les résultats de l'enquête du Maroc.

En conclusion, les pays ont réaffirmé leur engagement à poursuivre le programme et ont présenté chacun un plan d'action cohérent. Les perspectives sont bonnes car le programme peut compter sur le dynamisme, la bonne composition des équipes, la disponibilité des personnes ressources identifiées par l'UIL et l'expérience acquise au cours des enquêtes pilotes.

L'ADEA qui était représentée par le coordonnateur du GTENF, a promis de s'impliquer particulièrement dans le plaidoyer en faveur de RAMAA. Elle s'est inscrite dans une recherche commune de solutions relatives aux ressources humaines et financières. En effet, le programme souffre encore d'un manque de visibilité, ce qui a des répercussions sur le financement. Il s'agira d'utiliser les réseaux d'évaluation déjà existants, tels que KARANTA, et de profiter des rencontres Post 2015 ainsi que des réunions organisées dans le cadre de l'ADEA pour trouver des espaces de plaidoyer efficaces. En même temps, il faudrait renforcer le partenariat avec les universités, les réseaux professionnels et les contacts personnels entre experts afin de soutenir RAMAA, le faire connaitre davantage et mobiliser les ressources nécessaires à sa pérennisation.

Le Directeur Général de l'UIL a honoré de sa présence l'atelier de RAMAA tenu à Niamey

_____o _____

Promouvoir les alternatives éducatives en Afrique et lancer le Programme « Qualité de l'éducation » au Tchad

Un atelier a été organisé à Ndjamena au Tchad, du 5 au 8 mars 2013, sous les auspices du Groupe régional Éducation/Formation Afrique de l'Ouest (DDC) pour promouvoir les alternatives éducatives non formelles dans la sous-région, offrir un forum d'échanges sur les bonnes pratiques et contribuer au lancement du Programme « Qualité de l'éducation » du Tchad.

L'atelier s'est particulièrement penché sur (i) la mise en œuvre du faire- faire, (ii) le développement de coalitions nationales des acteurs de l'ENF, (iii) l'adoption de la vision holistique de l'éducation et ses implications, et (iv) les mécanismes de financement de l'ENF.

Les alternatives éducatives de seconde chance permettent aux jeunes déscolarisés de retourner à l'école

L'occasion a été aussi mise à profit pour présenter le Rapport mondial EPT 2012, examiner le processus de formulation des requêtes des pays auprès du Partenariat Mondial pour l'Education/PME.

Les participants/tes venus du Mali, du Bénin, du Niger, du Burkina Faso, du Tchad et de la Suisse ont représenté les organisations qui mettent en œuvre des alternatives éducatives. Il y avait des partenaires institutionnels tels que RENOPAL, CRADENF et le GTENF/ADEA. Etaient aussi représentés le Ministère de l'éducation du Tchad; l'ONG, Enfants du Monde et les Bureaux de la DDC du Tchad, du Burkina Faso, du Benin et du Niger.

Les participants se sont penchés en particulier sur la situation de l'ENF au Tchad, les expériences porteuses en éducation non formelle dans les autres pays de la sous-région, la SSA/P de la Fondation Stromme, la PDT/APC de la Fondation pour le Développement Communautaire, les CEBNF appuyés par Helvetas Suisse Inter-coopération, Reflect de Pamoja, Tylay de CORADE, l'expérience de AKT de la fondation KARANTA/ Hakilikakuunu, les stratégies de mutualisation du GTENF/ADEA, la vision holistique intégrée et diversifiée de l'éducation tout au long de la vie et les réseautages réussis de RENOPAL et de CRADENF. Les travaux ont aussi porté sur le Rapport Mondial de l'EPT 2012 et sur la formulation des requêtes des pays auprès du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME).

Trouver des méthodes d'enseignement innovantes pour répondre aux besoins des jeunes vulnérables

L'atelier a été complété par une visite du Centre pilote d'Éducation non formelle de Ndjari, une école située dans la périphérie de Ndjamena et qui a pour vocation de donner une seconde chance aux enfants issus des groupes défavorisés.

L'ensemble des travaux de l'atelier du Tchad a été caractérisé par des échanges fructueux qui ont permis de tirer des leçons très instructives sur la situation du non formel dans la sous-région. L'atelier a permis de constater la richesse des expériences porteuses entreprises dans la sous- région pour juguler le problème de l'analphabétisme. En même temps il a permis de constater la pertinence de ces approches par rapport aux besoins réellement ressentis par les populations cibles.

Cependant des problèmes persistent :

Malgré la profusion des expériences porteuses présentées lors des travaux et leur qualité intrinsèque, l'offre éducative est encore insuffisante par rapport aux besoins, notamment en zone sahélo-saharienne. Le déficit éducatif est encore considérable au sein des groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants de rues, les enfants talibés et les populations d'éleveurs nomades transhumants. Dans bon nombre de cas les besoins éducatifs et de formation de ces groupes défavorisés sont généralement mal connus, trop divers et mal évalués. Les programmes qui les concernent sont difficiles à étendre et à pérenniser à cause de plusieurs facteurs dont le faible support politique.

Le GTENF était partie prenante à l'atelier du Tchad

L'utilisation des langues nationales pose encore un autre problème dans de nombreux programmes. La durée des apprentissages est très variable et généralement insuffisante. Le passage du non formel au formel est encore balbutiant. Les financements sont difficiles à pérenniser car insuffisants, reposant encore sur l'aide extérieure et fonctionnant sur la base de coûts unitaires trop élevés par rapport aux capacités réelles des systèmes nationaux.

L'ensemble de ces défis a été analysé. Des solutions ont été proposées afin de répliquer certaines de ces initiatives au Tchad, de les pérenniser là où elles sont mises en œuvre et de les étendre

ailleurs en Afrique. C'est pour palier à ces insuffisances que l'atelier de Ndjamena a formulé des recommandations à l'attention des décideurs politiques et des acteurs sur le terrain.

Les approches éducatives, pour être efficaces, doivent tenir compte des sensibilités culturelles locales

En ce qui concerne le GTENF, il sera appelé à jouer un rôle prépondérant de support aux travaux analytiques, d'exploration des expériences conduites ailleurs afin qu'elles soient adaptées dans d'autres sous-régions. Il est aussi attendu du GTENF de faire un plaidoyer pour les approches les plus pertinentes, de contribuer à diffuser, au niveau de l'ensemble du continent, celles qui se sont révélées porteuses en Afrique de l'Ouest et de développer une plateforme de communication et d'échanges entre toutes les parties intéressées par l'alphabétisation et le non formel.

_____o _____

Travaux du Comité de pilotage du PRIQUE/PdT

Une rencontre du Comité de pilotage du Programme Régional Interinstitutionnel pour la Qualité de l'Éducation par la Pédagogie du Texte (PRIQUE/PdT) s'est tenue du 21 au 22 février 2013 pour valider techniquement et financièrement les rapports 2012, adopter les programmes-budgets 2013 et réfléchir sur les enjeux en rapport avec la formation.

PRIQUE/PdT est né à l'issue de l'évaluation externe des activités de DEDA. Ce programme a pour objectif de mieux coordonner les actions en vue de l'atteinte de meilleurs résultats.

PRIQUE/PdT est dirigé par un Comité de Pilotage composé de ces cinq structures. Le GTENF y a rang d'observateur. Le comité de pilotage est l'organe de décision.

Améliorer les conditions d'apprentissage constitue l'une des priorités du PRIQUE/PdT

Ouverte en 2000 au sein de l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences

Humaines de l'Université de Ouagadougou (UFR/ SH/UA), DEDA est une Filière de formation d'adultes. Elle vise à développer chez les acteurs de terrain, actifs dans le développement et impliqués dans la formation et l'éducation des adultes, de nouvelles capacités de compréhension, d'analyse et d'actions de leurs pratiques. La formation qu'offre DEDA donne accès aux grades de licence en Développement et Éducation des Adultes, de maîtrise avec deux options : Pédagogie du Texte (PdT) et Pédagogie du Changement Social et du Développement (PCSD).

En ce qui concerne l'option PdT, la filière DEDA a déjà formé 60 personnes de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger) et d'autres pays (Haïti, Bangladesh, Rwanda et RDC) avec l'appui technique et financier de la DDC et de ses BUCOs du Mali, Niger, du Burkina Faso et Bénin, ainsi qu'avec l'appui académique d'Enfants du Monde mandaté par la DDC et l'appui/collaboration de l'Association pour la promotion de l'éducation non formelle (APENF). D'autres partenaires ont également contribué au programme DEDA : l'Université de Koudougou, le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technologique, le Réseau International de Promotion de la Pédagogie du Texte (RIP/PdT), l'Etat burkinabè dont la contribution financière n'a cessé de s'accroître depuis l'ouverture du programme. Les programmes d'enseignement à DEDA constituent l'unique filière universitaire de toute la sous-région spécialisée en éducation des adultes et en PdT.

Trois (3) grands axes composent le programme du PRIQUE. Chaque axe est formé de plusieurs extrants. Les axes sont les suivants :

i) La maîtrise DEDA, option PdT et l'appui à DEDA,

ii) La formation continue des titulaires de maîtrise,

iii) La promotion pédagogique et politique de la PdT et l'appui au RIP-PdT.

La rencontre de Ouagadougou s'est particulièrement penchée sur l'examen et l'adoption des différents rapports (technique et financier), les processus de transfert des compétences aux enseignants du Sud, l'encadrement des étudiants, la validation de la PdT par l'Etat, les projets de recherche, et le suivi des étudiants par DEDA et le RIP/PdT .

_____o _____

Prendre en compte les besoins éducatifs des pasteurs transhumants en zones transfrontalières

Un atelier de réflexion s'est tenu à Ouagadougou du 3 au 5 avril 2013 autour de l'éducation et de la formation des populations pastorales

transhumantes en zones frontalières de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agissait d'explorer les voies et moyens par lesquels l'éducation et la formation pourraient contribuer à promouvoir, dans la sous-région, un pastoralisme transfrontalier productif, apaisé et adapté aux conditions actuelles.

L'entretien du troupeau et l'éducation/formation de l'enfant sont des défis constants pour les pasteurs transhumants

Appuyé par la coopération suisse (DDC), cet atelier a regroupé des représentants d'organisations sous-régionales telles que l'UEMOA, ainsi que des représentants de gouvernements tels que Le Burkina Faso, de réseaux et d'ONGs spécialisées y compris l'APESS (l'Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane), le Laboratoire Citoyenneté, l'ONG Formations sans Frontières, IPAR (Initiatives Prospective Agricole et Rurale), et la Commission Pastoralisme et Gestion de Conflits. Une organisation de niveau continental, à savoir l'ADEA a été représentée par son Groupe de Travail sur l'éducation non formelle. Les Bureaux de la DDC du Benin, du Burkina, du Mali et du Niger y ont également pris part.

Partant essentiellement d'études diagnostiques réalisées dans 4 zones transfrontalières, l'atelier a confirmé l'extrême difficulté d'inclure les populations pastorales transhumantes, composées en majorité de non scolarisés et de déscolarisés, dans les processus habituels d'éducation et de formation. Le résultat est que cette communauté se retrouve complètement marginalisée. Or, il serait illusoire de prétendre atteindre les objectifs d'une éducation de qualité pour tous sans s'occuper des « franges difficiles à saisir ».

Vue de la salle de l'atelier sur les pasteurs transhumants en zones frontalières

L'atelier a donc essayé de cerner les problèmes que soulèveraient la conception et la mise en œuvre d'une approche visant ce groupe en particulier. Au menu des travaux des il y avait, en particulier, les questions suivantes sur lesquelles réfléchir :

- Comment développer des systèmes

éducatifs et de formation capables de répondre effectivement aux besoins de ces populations essentiellement mobiles? Jusqu'où les systèmes d'éducation et de formation peuvent-ils s'adapter à ce groupe cible? Quels modèles éducatifs privilégier : écoles fixes, mobiles, relais, écoles coraniques rénovées, éducation à distance avec la radio et les autres moyens liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication?, etc.

- Quel engagement les autorités publiques et privées peuvent-elles assumer pour inclure ces populations dans les systèmes et politiques éducatives ? Que faut-il solliciter auprès des États et des organisations sous- régionales (UEMOA, CEDEAO, etc.)?
- Au-delà des ministères d'éducation et de formation, quels sont les rôles à attendre de partenaires stratégiques tels que les ministères d'élevage, les collectivités territoriales, les Organisations socio- Professionnelles (OSP) et les ONG ?
- Quel genre de programmes encourager et/ ou bâtir pour que les besoins de production, de sécurité et d'intégration aux processus de développement politique, économique et social soient effectivement pris en compte ?

Les offres éducatives doivent être adaptées aux conditions de mobilité de ce groupe et à ses demandes sociales

Ces questions et d'autres ont été au centre d'un débat de trois jours, à l'issue desquels débats des observations et recommandations ont été formulées afin de mieux identifier les voies et moyens pour (1) que les populations pastorales transhumantes des zones frontalières accèdent effectivement à un système pertinent d'éducation et de formation et (2) qu'une gouvernance partenariale s'établisse à tous les niveaux pour supporter et faciliter leur intégration sociopolitique et économique.

Au rang de ces observations et recommandations figurent les suivantes :

(1) Les études diagnostiques menées sur les quatre zones transfrontalières (Burkina-Mali, Mauritanie-Mali, Tchad–Niger, Niger-Benin) confirment de manière significative que les offres éducatives et de formation actuelles sont inadaptées aux conditions de mobilité de ce groupe et à ses demandes économiques et sociales;

(2) Il y a nécessité de continuer les

investigations de terrain et la collecte de données pour être en mesure de proposer des stratégies éducatives appropriées et différenciées dans chaque zone transfrontalières ;

(3) Il faut tenir compte du fait que le pastoralisme, ses besoins et ses aspirations évoluent sous la poussée du modernisme, de l'urbanisation et de l'avancée des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, la radio rurale et le téléphone portable sont des outils courants, aux mains de ces populations. Il faut en profiter pour renforcer leur éducation et leur formation ;

(4) L'atelier encourage la continuation de la préparation et du lancement d'un programme visant ce groupe. Ce programme pourrait être élaboré en partant de l'existant.

A l'issue de l'atelier la Coopération suisse (DDC) et ses partenaires ont été encouragés à développer un document de programme pour une phase I, engager un processus d'appel d'offre pour l'identification du mandataire et s'arranger pour démarrer les appuis en décembre 2013.

_____o _____

«Andal & Pinal ou l'École du Berger et de la Bergère : Une alternative viable pour les communautés pastorales

Comme il a été constaté lors de la Triennale de l'ADEA de Ouagadougou tenue en février 2012[2], Les apprenants désavantagés appartiennent à deux principales catégories : il y a les enfants inscrits à l'école, mais n'ayant pas la capacité ou la possibilité de participer efficacement au processus éducatif à cause de la combinaison de plusieurs handicaps ; de l'autre il y a ceux qui n'ont du tout pas eu la chance de fréquenter une quelconque structure éducative.

Des responsables de EDB et du GTENF lors d'un entretien avec Andal et Pinal

Pour l'ensemble de ces désavantagés, il est devenu impératif de mettre en place des dispositions supplémentaires ou spéciales afin de circonvenir aux facteurs sociaux, économiques et physiques qui constituent un blocage à leur éducation, à leur formation et à leur plein épanouissement social et

économique. A ce sujet deux approches éducatives sont couramment mises en œuvre :

La première tente d'amener l'apprenant défavorisé vers l'école; la seconde adopte un mouvement inverse en amenant l'école vers l'apprenant. Cette dernière se caractérise, pour l'essentiel, par la flexibilité,

Une classe typique sous paillotte des enfants de bergers/ères de la zone rurale de Pô, au Burkina Faso

l'adaptabilité et la contextualisation.

« ***Andal & Pinal*** » est une parfaite illustration de cette deuxième approche. C'est en effet une organisation socioprofessionnelle d'éleveurs au Burkina Faso qui a conçu et mis en œuvre une formule alternative d'éducation de base non formelle «Ecole du berger et de la bergère» (EdB). Elle propose une réponse adaptée à certains défis que rencontrent nos pays par rapport à leurs engagements collectifs pour la réalisation de l'Éducation Pour Tous (**EPT**) d'ici à 2015.

Au Burkina Faso, particulièrement au sein des populations d'éleveurs, la question de l'éducation est une préoccupation majeure, du fait de l'insuffisance des infrastructures éducatives, de la répartition inégale de celles-ci sur le territoire national et, surtout, de l'inadaptation de l'école classique au contexte culturel et socio-économique de cette communauté.

Dans le souci de soutenir la formation des populations pastorales, «*Andal & Pinal* conduit depuis 2004 la formule éducative Ecole du Berger/ère (EdB). C'est une école qui s'intègre dans la dynamique des innovations pédagogiques à travers des programmes de formation qui prennent en compte les préoccupations légitimes des éleveurs pasteurs en matière d'éducation. La démarche vise à mettre en place des structures éducatives communautaires adaptées aux besoins des populations cibles, les

éleveurs pasteurs, qui reprochaient à

Une classe typique de plein air en zone rurale dans la région du centre Sud du Burkina Faso

l'école classique son inadaptation à leurs réalités socioculturelles et économiques.

L'EdB s'est donnée comme objectif principal d'assurer aux populations

pastorales notamment les enfants d'éleveurs (filles comme garçons) un accès équitable à des programmes adaptés d'éducation en vue de réduire la sous scolarisation chronique et l'analphabétisme dans les zones à forte concentration d'éleveurs au Burkina Faso. Le programme cible les adolescents/jeunes de 9 à 15 ans qui n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école classique ou qui ont été précocement déscolarisés. Ces adolescents ont en effet besoin d'une éducation/formation de qualité pour s'insérer dans les projets de développement.

A «*Andal & Pinal*», les enseignements apprentissages sont dispensés en langues fulfulde et en français avec une option pour le bilinguisme équilibré où les deux langues se partagent à égalité et globalement le temps scolaire tout au long du cycle d'apprentissage. Le cursus des apprentissages est de quatre ans à l'EdB avec une dynamique de flexibilité dans la programmation des horaires selon les temps dévolus aux travaux domestiques et aux pâturage/bergerie. Le processus éducatif EdB c'est aussi une vision holistique de l'éducation/formation: le continuum vers la passerelle de l'école formelle ainsi que la formation professionnelle et l'insertion socio-économique.

A l'EdB, la prise en compte du genre dans le processus éducatif a été mise en évidence par la parité fille/garçon dans les recrutements et les statistiques de taux d'achèvement à l'EdB montrent que depuis la première cohorte de 2004, les effectifs des filles sorties après le cycle de quatre ans sont appréciables.

De 2004 à 2012 ce sont deux cohortes de 370 apprenants dont 194 filles qui ont suivi avec succès le cycle de quatre ans de l'EdB. Même si en termes de données statistiques ce nombre peut paraître infime, c'est un succès engrangé par l'association «*Andal & Pinal*» quand on sait que l'éducation des filles tant à « l'école du blanc » qu'au foyer coranique n'était pas une préoccupation dans les communautés pastorales.

ANDAL & PINAL, mai 2013

http://www.andalpinal.org

_____o _____

Renforcer les compétences des agents du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation en Pédagogie du Texte

Dans le cadre de l'appropriation des innovations éducatives par l'État, l'ONG Enfants du Monde (EdM) a organisé du 10 au 25 juin 2013 avec l'appui financier de la Coopération Suisse, une formation continue au profit de quarante (40) agents du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), sur la Pédagogie du Texte (PdT).

La formation continue est essentielle pour les facilitateurs responsables de l'enseignement par la PdT

La Pédagogie du Texte est une approche éducative qui tire ses fondements de la linguistique textuelle (Baktine, 1977,1978, 1984) et du socio-interactionnisme Vigotsky, 1997, 1999). Elle est née des insuffisances constatées des méthodes d'alphabétisation fonctionnelles et conscientisantes.

Elle est fondée sur un ensemble de principes, son but est de promouvoir une éducation de qualité.

Cette formation continue fait suite à une formation initiale tenue à Ouagadougou en 2011. Après des sorties de suivi dans les centres expérimentant cette approche qui ont permis aux participants/tes d'observer la démarche pratique de la PdT, de confronter les connaissances théoriques aux réalités des centres, les participants/tes ont manifesté la nécessité de renforcer les acquis et de répondre aux questionnements qui se posent.

Pendant 14 jours, les formateurs/trices en PdT se sont attelés à renforcer les compétences des cadres du MENA sur l'approche à travers les fondements, principes et implications pédagogiques, la didactique des quatre champs disciplinaires de la PdT (Langue, Maths, Science de la Vie et de la Terre, Science sociale) mais également d'aborder des thématiques d'enjeux de la PdT comme le bilinguisme équilibré, l'inter culturalité et l'interdisciplinarité. L'atelier s'est terminé avec une réflexion de l'ensemble des participants sur le passage à l'échelle de la PdT.

_____ o _____

FORUM REGIONAL SUR L'INTEGRATION DES TIC DANS LES SYSTEMES EDUCATIFS AFRICAINS

Un forum régional sur l'intégration des TIC dans les systèmes éducatifs africains s'est tenu les 7, 8 et 9 Mai 2013, à l'hôtel Diambour de Dakar, Sénégal. Cette rencontre, organisée par la Commission nationale pour l'UNESCO, a été placée sous la haute présidence du Ministre de l'Education nationale, Président de la Commission nationale sénégalaise pour l'UNESCO. Ce forum a enregistré une importante participation d'acteurs des systèmes éducatifs d'Afrique subsaharienne, impliqués dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication en Education –TICE-.

Les TIC sont un moyen d'amélioration de la qualité de l'éduction en Afrique

Ce forum avait pour objectif de créer un cadre d'échange entre les experts TICE des pays subsahariens afin d'identifier les pratiques effectives et potentielles liées aux TIC, leurs forces et faiblesses ainsi que leur utilisation dans les systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne. En particulier, le forum se proposait :

- de faire un diagnostic de l'utilisation effective des TIC dans les systèmes éducatifs en mettant en exergue les cas pratiques de réussites identifiées ;
- de mettre l'accent sur les outils utilisés dans chaque pays participant, le degré, l'origine et le mode d'utilisation de l'Internet et du WIFI ;
- de décrire les différents types de formation dans le sens de l'introduction/utilisation des TIC dans le système éducatif ;
- d'identifier les types de formation déjà effectués et leurs effets sur les résultats scolaires et la gestion par des exemples précis.

A l'heure de la mondialisation l'Afrique doit se mettre au diapason des TIC

Le Groupe de travail sur l'Education non formelle y a participé à cause de la significative importance des TICE dans la lutte contre l'analphabétisme et pour une éducation plus équitable et plus adaptée aux groupes marginalisés.

Le téléphone portable est un outil courant pour la formation des jeunes des zones péri urbaines

Les travaux du forum ont été structurés autour de quatre thèmes qui ont couvert les objectifs, les contenus, les outils et les pratiques liés à l'intégration des TIC au niveau des programmes de formation des enseignants, de formation des administrateurs scolaires et à celui des programmes d'enseignement et

d'apprentissage. La rencontre de Dakar a été aussi mise à profit pour présenter le projet Sankoré sur l« Education numérique pour Tous en Afrique »

Le forum a abouti à un large partage d'expériences entre tous les pays participants de l'Afrique subsaharienne. Ce forum a également contribué à asseoir une vision et une stratégie partagées au niveau des parties et formuler des recommandations communes et fortes qui pourraient tracer des axes pertinents aux décideurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces et efficientes d'intégration des TIC dans l'éducation.

Au total, 26 recommandations ont été faites lors de ce forum.

La question de l'intégration des TIC dans l'Éducation Non Formelle, en particulier, a été abordée à travers les usages des outils tels que les tablettes numériques, la téléphonie mobile, les tableaux numériques interactifs (TNI) et les ordinateurs.
Il est ressorti de l'analyse des différentes expérimentations que les TIC sont des outils révolutionnaires dans ce monde en pleine mutation Tous les acteurs de l'éducation doivent saisir l'occasion d'adopter de nouvelles méthodes d'enseignement, d'apprentissage et de vivre. Ils doivent aussi innover de nouvelles méthodes pédagogiques pour approprier ces outils, les considérer comme des outils de facilitation pour une bonne réussite de l'enseignement/apprentissages. Les TIC sont le pilier central de la société actuelle, dite société de l'information. Elle est à ce titre la ressource principale du développement.

Les femmes ne sont plus en marge de l'utilisation des TIC en Afrique

Il est également apparu qu'il est urgent, au niveau pédagogique, que chaque pays élabore et adopte une philosophie de l'éducation en phase avec les exigences actuelles du monde afin de mieux armer les apprenants contre les nombreuses sollicitations et agressions dont individus et collectivités sont victimes.

A ce titre, les TIC constituent un ensemble d'instruments de fourniture d'instruction pouvant aider les individus à acquérir les capacités associées aux notions traditionnelles d'alphabétisation. Ce sont des outils incontournables pour permettre aux acteurs de l'éducation dans les pays du Sud d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous (EPT) à l'horizon 2015.

Les participants au Forum de Dakar ont tous reconnu que l'alphabétisation

est le fondement de tout apprentissage, qu'elle est nécessaire pour le développement de tout pays, qu'elle est importante pour la communication et qu'elle est une condition fondamentale d'accès à la Société du savoir qui caractérise le XXI Siècle.

Aller à la rencontre de l'apprenant désavantagé en Afrique, le cas particulier du Nigéria ; *Une contribution de la République Fédérale du Nigéria et de l'équipe des revues par les pairs de l'ADEA* (Bah-Lalya, I. and al. Rapport de la Triennale de l'ADEA, février 2012).[3]

La pauvreté, les conflits armés, les calamités naturelles, les stigmatisations sociales et culturelles, les curriculums inadaptés aux besoins des groupes spécifiques, la répartition inégale des offres éducatives, les pratiques pédagogiques -spécialement lorsqu'il s'agit d'apprenants à besoins spécifiques-, des lacunes constatées dans certaines administrations scolaires et les insuffisances dans le financement font parties des arguments les plus fréquemment évoqués pour expliquer la marginalisation en milieu éducatif. Une équipe de chercheurs de l'ADEA et du Nigéria, pays hôte, s'est particulièrement penchée sur le phénomène. Parmi les conclusions auxquelles elle a abouti, l'équipe a constaté que le phénomène de marginalisation scolaire n'est pas spécifique au Nigéria, mais s'observe dans la plupart des pays africains. C'est pourquoi, dans un souci de mettre en œuvre les recommandations de l'étude conduite au Nigéria, une autre étude a été commanditée dans des pays échantillons (le Ghana, le Kenya, Maurice, la Namibie et le Sénégal) afin de mesurer avec plus de précision le phénomène et voir comment on peut envisager des mesures correctives à ce phénomène qui empêche les pays africains de réaliser leurs objectifs en matière d'accès, d'équité et de qualité. Le présent rapport rend compte de cette étude. Il comprend 6 parties :

- la première fait l'historique des dispositions qui ont été prises en faveur des groupes marginalisés et présente la justification de l'étude ;

- La seconde propose une méthodologie ;
- La troisième, qui est descriptive, présente et évalue les différents politiques mises en place en faveur de ce groupes au Nigéria et ailleurs ;
- Ensuite, les résultats de l'étude sont analysés et discutés;
- Suit une section synthétique des leçons à tirer des cas étudiés ;
- Finalement, le rapport propose des options politiques à envisager pour la prochaine décennie.

Pour de plus amples informations, se référer au site de l'ADEA : www.adeanet.org et du GTENF : www.gtenf.org

[3] Bah-Lalya and al (2012) . Reaching out to the Educationally Disadvantaged Learner in Africa. Proceedings of the Ouagadougou Triennial www.adeanet.org.

5. Dernières nouvelles

Conférence en Indonésie sur les jeunes vulnérables

L'Indonésie, l'UNESCO, les pays de la région de l'Asie/ Pacifique et leurs principaux partenaires organisent une conférence à Jakarta, du 20 au 22 Août 2013 pour discuter des voies et moyens d'accroître les opportunités éducatives et de formation en direction des jeunes vulnérables.

En effet, plus de 119 millions de jeunes gens, rien que dans la région d'Asie/Pacifique, sont en situation de déscolarisation ou de non scolarisation. Le phénomène est tout aussi préoccupant en Afrique au Sud du Sahara et dans les autres régions.

Lors de ce forum seront discutées les bonnes pratiques qui sont mises en œuvre en faveur des jeunes dont le niveau de scolarisation/formation est faible. La question de l'intégration dans les programmes nationaux des approches innovantes en faveur de ces jeunes sera aussi abordée. Ensuite, les participants/tes examineront les voies et moyens pour disséminer les programmes qui peuvent promouvoir l'alphabétisation et la capacitation des jeunes. A l'issue de ce processus, sera abordée la question du développement des synthèses sur des politiques éducatives et de formation porteuses.

_____ 0 _____

Premier Forum Ministériel Africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation, du 9 au 11 décembre 2013 à Tunis

Le premier forum Ministériel sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation se tiendra du 9 au 11 décembre 2013 à Tunis, sous l'égide de l'ADEA.

Celle-ci a en effet créé en 2011 une Commission spéciale sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication , plus connus sous l'appellation « Task Force on ICT ». Cette commission était composée des représentants de ministères chargés de l'éducation (Afrique du Sud, Burkina Faso, Maurice, Mozambique, Namibie, Sénégal, Tunisie), ainsi que des partenaires au développement (AVU, COL, GESCI, OIF, UNESCO). Des experts et des entreprises technologiques opérant en Afrique (Smart Technologies, Réseau Energie TIC pour l'Education, etc.) y étaient également associés.

L'intégration des TIC est primordiale pour opérer le changement de paradigme nécessaire pour la transformation des systèmes d'éducation de l'Afrique

Cette Commission avait pour mission de développer une vision partagée et une compréhension commune des TIC. Par ailleurs, elle devait réfléchir sur les voies et moyens indispensables pour améliorer l'accessibilité et la qualité des systèmes d'éducation et de formation d'Afrique.

ADEA-ICT Task Force

Logo de l'ADEA « Task Force on ICT »

En d'autres termes, la Commission spéciale devait se pencher sur :

- la façon dont les TIC peuvent contribuer d'une manière transversale au thème général de la Triennale de 2012 ;

- la place des TIC dans les politiques sectorielles de l'éducation et la formation, afin qu'elles contribuent d'une manière efficace à l'édification en Afrique de systèmes de développement des ressources humaines capables de relever les défis du présent et de soutenir les politiques de développement durable.

L'efficacité des politiques d'intégration des TIC dans l'éducation et la formation en Afrique dépend de leur capacité d'agir sur les principaux leviers de changement

Les travaux de cette commission seront au centre de ce Premier Forum Ministériel Africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation qui se tiendra à Tunis.

Pour de plus amples informations, visiter le site de l'ADEA : www.adeanet.org et du GTENF : www.gtenf.org